

MARTOR



Title: "Quel(s) musée(s) pour quelle(s) Europe(s)? Reconversions des musées d'ethnologie nationale et création des «musées de l'Europe»"

Author: Camille Maze

How to cite this article: Maze, Camille. 2006. "Quel(s) musée(s) pour quelle(s) Europe(s)? Reconversions des musées d'ethnologie nationale et création des «musées de l'Europe»". *Martor* 11: 109-123.

Published by: *Editura MARTOR* (MARTOR Publishing House), *Muzeul Țăranului Român* (The Museum of the Romanian Peasant)

URL: <http://martor.muzeultaranuluiroman.ro/archive/martor-11-2006/>

Martor (The Museum of the Romanian Peasant Anthropology Review) is a peer-reviewed academic journal established in 1996, with a focus on cultural and visual anthropology, ethnology, museum studies and the dialogue among these disciplines. *Martor* review is published by the Museum of the Romanian Peasant. Its aim is to provide, as widely as possible, a rich content at the highest academic and editorial standards for scientific, educational and (in)formational goals. Any use aside from these purposes and without mentioning the source of the article(s) is prohibited and will be considered an infringement of copyright.

Martor (Revue d'Anthropologie du Musée du Paysan Roumain) est un journal académique en système *peer-review* fondé en 1996, qui se concentre sur l'anthropologie visuelle et culturelle, l'ethnologie, la muséologie et sur le dialogue entre ces disciplines. La revue *Martor* est publiée par le Musée du Paysan Roumain. Son aspiration est de généraliser l'accès vers un riche contenu au plus haut niveau du point de vue académique et éditorial pour des objectifs scientifiques, éducatifs et informationnels. Toute utilisation au-delà de ces buts et sans mentionner la source des articles est interdite et sera considérée une violation des droits de l'auteur.

Quel(s) musée(s) pour quelle(s) Europe(s) ? Reconversions des musées d'ethnologie nationale et création des « musées de l'Europe »

Camille Maze

Centre Maurice Halbwachs, Equipe ETT
Centre de sociologie européenne, Paris

Un colloque fondateur

L'expression « musée de société » a été consacrée lors du colloque national « Musées et sociétés » qui s'est tenu en France en 1991. Face à l'effervescence muséale des années 80, qui avaient vu l'apparition massive en France de musées locaux et nationaux, les gens de musées, suivis par les décideurs institutionnels, estiment nécessaire d'entreprendre une réflexion sur le sens, le contenu, la vocation et l'unité de ces institutions culturelles. Ecomusées, centres d'interprétation « locaux » et « régionaux », musées nationaux d'ethnologie, d'histoire, de sciences, de techniques et d'industrie, ruraux et urbains, sont alors explicitement chargés d'une mission sociale et « identitaire », à l'origine de l'appellation « musées de société ». Au-delà des fonctions de collecte, de conservation et de restitution propres au musée, le « musée de société » œuvre pour la promotion des « territoires », des « identités », des « mémoires » et des « histoires » spécifiques. Pour ce faire, il doit développer des liens entre institution culturelle, « territoire » et habitants et « *aider le public à comprendre la société dans laquelle il vit* »⁵⁵.

Une responsabilité « identitaire » national(-iste) problématique⁵⁶

Les « musées de société » font régulièrement l'objet de remises en question, notamment en période de crise et de mutation sociale ou politique. Ceci vaut particulièrement pour les musées d'histoire et d'ethnologie nationale (Jamin, 1998, Prado, 1995), dont la responsabilité « identitaire » pose problème. Historiquement, la majorité des musées nationaux d'ethnologie et d'histoire en Europe sont apparus au 19^e siècle (Maure, 1993), au moment de la création des Etats-nations (Hobsbawm et Ranger, 1983, Thiesse, 1999). Mettant en scène la nation à travers des objets, des images et des discours savants et esthétiques, attribuant à la nation un mythe fondateur, des frontières spatiales et temporelles, une langue, une religion, des rites et des coutumes traditionnelles, bref une « culture », les musées d'ethnologie nationale sont censés avoir participé à la diffusion du sentiment d'appartenance nationale auprès de ses concitoyens. Pour fédérer le « peuple » autour de cette « communauté imaginée » (Anderson, 1983) nationale, il fallait forger un mythe fondateur et trouver une figure capable d'incarner la « nation » originelle, dans toute sa « pureté » et son « authenticité ». Simultanément dans plusieurs pays d'Europe, le monde rural et la figure du paysan ont été élus comme le ferment de la nation. Ce pro-

cessus a surtout bien fonctionné au Nord et à l'Est de l'Europe où la « culture populaire » a été placée au cœur de la construction nationale (Mihăilescu 1991, Popescu, 1995) tandis qu'en France ou en Italie, c'est la « culture savante » (Gellner, 1983) qui a d'abord servi à légitimer la « culture nationale ». C'est d'ailleurs l'une des raisons de la création tardive en France d'un musée national des arts et traditions populaires⁵⁷.

Aujourd'hui, la question se pose partout en Europe de savoir quoi faire des musées d'ethnologie nationale ? Quoi faire de ces musées désuets, peu visités, peu soutenus symboliquement et matériellement, qui souffrent de leur forte implication « identitaire » et croulent sous le poids de milliers d'objets folkloriques et ordinaires, qui font office de témoins ethnographiques et ont une valeur relative par rapport aux chefs d'œuvre des musées de beaux-arts ? Même dans les pays où les musées d'ethnologie nationale semblent conserver une certaine vitalité, dans les pays où le monde rural et la figure du paysan continuent d'avoir du sens, au regard de la situation de crise quasi générale qui touche les « musées de société » actuelles et des mutations sociales et politiques auxquelles ils doivent s'adapter, l'on s'interroge. Quel rôle assigner aujourd'hui au musée d'ethnologie et à la discipline elle-même ? Quel(s) musée(s) pour quelle(s) société(s) ? Quel(s) contenu(s) pour quel(s) public(s) ? Quelle vocation sociale, politique et éducative et quelle responsabilité pour les musées nationaux dans le contexte de construction européenne ?

Des musées d'ethnologie nationale aux « musée de l'Europe »

La tendance actuelle consiste à transformer un certain nombre de musées d'ethnologie nationale en crise. La recherche que nous menons consiste en une observation et une analyse du devenir des institutions culturelles nationales chargées de représenter, voire d'exalter la na-

tion. Le processus de construction européenne a-t-il des effets sur l'évolution des « musées de société » et sur l'ethnologie, jusqu'alors pensés à l'aune de la nation, et comment les entrepreneurs culturels en charge du patrimoine « populaire » national (ré)agissent-ils dans ce contexte socio-politique changeant ?

Les « musées de l'Europe » en projet

Les responsables des musées en crise tentent une véritable reconversion, tant sur le plan du contenu que de la vocation : le changement sonne comme l'avènement du « *désenclavement de l'échelon national* » et l'adoption d'une posture « européenne » pour les anciens musées d'ethnologie nationale. C'est à l'émergence d'un véritable champ muséographique que nous assistons, celui des « musées de l'Europe ». A-t-on à faire à la déconstruction des outils de représentation symbolique de la nation et à l'élaboration d'instruments « identitaires » européens ? Ou bien a-t-on à faire à une ultime tentative de sauvegarde du « patrimoine national », grâce à l'attribution du label « européen » ? Les chantiers en cours de « musées de l'Europe » sont essentiellement localisés dans la partie occidentale de l'Europe et sont fédérés au sein du « Réseau des musées de l'Europe » (RME). Cette structure informelle évolutive relie entre eux les porteurs des projets concomitants de reconversion ou de création *ex nihilo* de « musées de l'Europe »⁵⁸.

*Le Musée de l'Europe de Bruxelles*⁵⁹

Le 27 octobre 1997 est fondée à Bruxelles l'association sans but lucratif « Musée de l'Europe » (MEB), présidée par Antoinette Spaak. Le MEB est conçu par un comité scientifique réuni autour d'historiens (Krzysztof Pomian, Elie Barnavi) et doté d'un secrétaire général, ancien commissaire européen belge (Benoît Rémiche). Le musée devrait ouvrir ses portes au public en 2007 mais sa conception ne va pas sans rebondissements. Le MEB, placé dans un lieu em-

blématique de l'Europe au sens communautaire⁶⁰, défend l'idée d'une Europe chrétienne catholique et vise à retracer l'histoire de l'intégration européenne en insistant sur le rôle fondateur des « pays de l'Ouest ». Excluant de son champ de vision les régions orientales orthodoxes et musulmanes (anciennes républiques soviétiques, Balkans, Turquie), il cantonne sa conception de l'Europe à « la vieille Europe », risquant ainsi de réactualiser « *la faille entre 'les deux Europe'* » (Mesnil, 2002).

*Du Museum für (deutsche) Volkskunde au Museum Europäischer Kulturen (MEK)*⁶¹

Le *Museum für Deutsche Volkskunde* émane du *Musée des costumes populaires et des produits de l'artisanat domestique allemands*, fondé par Rudolf Virchow en 1889 à Berlin. Il est divisé au lendemain de la seconde guerre mondiale à l'instar de l'Allemagne, puis fusionne à nouveau lors de la réunification, en un *Museum für Volkskunde*. L'adjectif *Deutsch* a été abandonné pour des raisons aisément compréhensibles. Dès les années 80 et plus sérieusement en 1989, est envisagée la fusion de la collection « nationale » du *Museum für Volkskunde*⁶² de Berlin et de la collection « européenne » du *Museum für Völkerkunde* (« ethnologie exotique »). Grâce à l'aboutissement du projet de fusion des collections d'arts et traditions populaires germaniques et européennes, le premier musée de société européen et d'ethnologie européenne est inauguré à Berlin le 24 juin 1999, sous la direction du folkloriste, ethnologue et conservateur Konrad Vanja. L'exposition inaugurale « *Faszination Bild. Kulturkontakte in Europa* » donne le ton, en mettant l'accent sur les transferts et les circulations culturelles en Europe. L'équipe du *Museum Europäischer Kulturen* (MEK) axe son propos sur la « *diversité culturelle* » et remet en question le concept d'« identité nationale ». Cette vision, Konrad Vanja la justifie par « *l'histoire de l'Allemagne, le traumatisme, les fron-*

tières, le mur, la division » (entretien, mars 2005).

*Du Musée National des Arts et Traditions Populaires (MNATP) au Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM)*⁶³

L'apparition d'un musée national d'ethnologie en France est tardive par rapport aux autres pays européens⁶⁴. L'importance accordée aux objets d'arts et traditions populaires, présentés dans la Salle de France du Musée du Trocadéro fondé en 1878, reste minime pendant de longues années. Il faut attendre Georges-Henri Rivière pour que l'on s'intéresse de près, en France, aux objets d'arts et traditions populaires. En 1937, en créant le Musée National des Arts et Traditions Populaires et le Centre d'Ethnologie Française (dits ATP), il donne une existence concrète au concept de musée-laboratoire qu'il avait forgé. Le musée et le centre de recherche sont alors consacrés à la société rurale française menacée de disparition et ont pour mission de sauvegarder les traces de la « culture rurale populaire » et de l'exposer, de façon ethnographique mais aussi esthétique. L'évolution des ATP a ensuite été corrélée à celle de l'ethnologie en France et à l'explosion des « musées de société » et écomusées, liées au régionalisme des années 70-90, qui mettaient à l'honneur les « identités locales et régionales » et les « spécificités culturelles territoriales » plus que « identité nationale ». Le MNATP, du fait de son nom, de son statut national et de ses orientations muséographiques et scientifiques, tiraillé entre des visions contradictoires, décalé par rapport aux avancées dans le domaine du patrimoine et de l'ethnologie⁶⁵, dépendant de ses collections, de moins en moins fréquenté par le public et disposant de maigres financements, a peu à peu perdu en légitimité, jusqu'à sombrer dans la crise⁶⁶. A partir de 1996, il incombe à Michel Colardelle, conservateur archéologue de formation, de remédier à cette situation critique. Il élabore un premier projet de reconversion du

MNATP en « musée des civilisations de l'Europe », puis propose de délocaliser le musée national en région (à Marseille) et de le transformer en un « Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée ». Cet ambitieux projet est réalisable grâce à la fusion entre la « collection folklorique » (nationale) du MNATP, la « collection européenne » du musée de l'Homme (dont les collections « exotiques » ont été versées au Musée du Quai Branly, inauguré à Paris en juin 2006) et des dépôts du musée des Arts Décoratifs. Le futur musée devrait ouvrir ses portes sur le Vieux Port de Marseille en 2011, où l'on peut déjà visiter des expositions de préfiguration (Fort Saint-Jean). Son équipe aspire à diffuser une « vision large de l'Europe » et à « faire le lien avec la Méditerranée ».

*Le projet de Museion per l'Europa de Turin*⁶⁷

Durant les années quatre-vingt dix en Italie, le devenir du complexe royal de Venaria (*Venaria Reale*), ancienne demeure de la famille de Savoie en passe d'être restaurée, fait l'objet de discussions. En 1998, il est établi par un comité réuni par Walter Veltroni, farouche partisan de l'Europe, alors vice-président du conseil et ministre des Biens et des Affaires culturelles sous le premier gouvernement Prodi (1996-1998), que le complexe royal restauré accueillera un « Musée pour l'Europe ». Celui-ci devrait prendre la forme d'un centre d'interprétation. Le *Museion per l'Europa* (MPE) était alors pensé comme un parcours initiatique tourné vers l'avenir de l'Europe, où le public pourrait faire « l'expérience de la diversité culturelle qui fait l'Europe », au sens noble du terme « culture » (« grandes œuvres et grands protagonistes qui ont fait la culture européenne »). Le projet devait recevoir une aide financière de la part de l'Union européenne, qui promettait de débloquent des fonds pour la restauration du palais de *Venaria Reale*, à condition qu'une entreprise de dimension européenne et capable d'autofinancement y soit créée⁶⁸. Aujourd'hui, après modification des

plans de restauration du complexe, le projet du MPE est suspendu, voire avorté.

**Un « Réseau des musées de l'Europe »...
mais de quelle Europe ?**

Une structure à géométrie variable

En 2000, le colloque « *Europa e musei* » de Turin, officialise l'existence du « Réseau des musées de l'Europe »⁶⁹. Laurent Gervereau⁷⁰, alors directeur de l'Association Internationale des Musées d'Histoire (fondée en 1991) et fondateur des Conseils européen et français des Musées d'Histoire à l'origine du projet *Euroclio*⁷¹, constate la convergence de plusieurs entreprises muséographiques et propose la création d'un groupe de travail susceptible de les réunir. Ce sera le « Réseau des musées de l'Europe », dérivé du feu Conseil européen des musées d'histoire. A l'origine, il est composé par les porteurs de projets des « musées de l'Europe » allemand, belge, français et italien. Le RME rassemble également les responsables des musées d'histoire « tournés vers l'Europe » (*Deutsches Historisches Museum, Haus der Geschichte, Musée d'histoire contemporaine – BDIC*) et deux petites institutions européennes (Maison de Jean Monnet et Maison de Robert Schuman). Depuis sa création, la composition du « réseau » fluctue autour de ses pères fondateurs mais rassemble essentiellement des musées de « l'Ouest » de l'Europe (le Musée d'histoire de Berlin, la Cité nationale de l'Histoire de l'immigration de Paris, les musées de la ville d'Helsinki, le musée d'ethnologie de Lisbonne, le musée de la résistance et de la déportation de Turin, le musée d'histoire d'Amsterdam, le musée d'ethnographie de Neuchâtel, etc).

Car si la composition du groupe est à géométrie variable et que le « club » n'est pas fermé, pour en faire partie ou être conviés à y participer, il semble falloir répondre à certains critères, liés notamment aux orientations muséographiques et scientifiques du musée « candidat »,

mais aussi aux conditions socio-historiques et socio-politiques du pays auquel il appartient.

Facteurs unificateurs et conditions d'appartenance au club des « musées de l'Europe »

Certaines conditions semblent favoriser l'émergence des projets de « musées de l'Europe » et influencer sur l'adhésion de tel ou tel musée au RME. Peu à peu, des critères plus ou moins tacites d'appartenance au groupe ont été définis en fonction de ces conditions. Il semble que pour prendre part à la reconversion des musées d'ethnologie nationale en « musées de l'Europe », il faut être critique à l'égard du concept d'« identité nationale » et que cette posture découle de l'histoire et des enjeux sociaux et politiques du pays auquel appartient le musée. Les conceptions de « l'identité » et du « national » en termes de « pureté » et d'« authenticité » sont à proscrire, tandis que celles en terme de « mélange », d'« interculturel » et de « transnationalité » sont à privilégier. Ce vacillement du crédit accordé au concept d'« identité nationale » touche fortement « l'Ouest » de l'Europe, alors qu'il semble demeurer à « l'Est ».

Histoires nationales, musées et ethnologie

Cette différence de positionnement à l'égard du concept « d'identité nationale », du folklore et de l'ethnologie européenne, est en partie liée aux histoires respectives des parties occidentale et orientale de l'Europe. Tandis que les premiers « faisaient l'Europe », les « autres » recouvraient leur indépendance à la suite de la chute des régimes communistes et devaient entreprendre la reconstruction de leurs « identités nationales ». Alors qu'à « l'Est » les musées d'ethnologie sont convoqués pour participer à la reconstruction identitaire nationale⁷², à « l'Ouest », les institutions culturelles qui mettaient en scène la nation, ou qui, à force de l'exalter, s'en étaient fait un outil de représentation symbolique fort, sont devenues l'objet de critiques et de méfiance. Et

ce en raison du caractère fixiste et exclusif des images et discours qu'ils diffusaient. Les musées d'ethnologie, particulièrement concernés, ont ainsi perdu en fréquentation, en reconnaissance et partant, en soutien financier et symbolique de la part des décideurs politiques et des intellectuels. Ce sont ces musées en crise, du côté occidental de l'Europe, qui ont fait le choix de la reconversion et de la métamorphose en « musée de l'Europe ». Les musées d'ethnologie d'Europe centrale et orientale ne souffrant pas d'une telle désaffection du public et d'une telle perte de reconnaissance, pouvaient rester quasi inchangés.

A « l'Ouest », une modification du contenu, l'adoption de nouveaux paradigmes scientifiques et l'ouverture spatiale et temporelle devenaient nécessaires dans les domaines de l'ethnologie et du musée. Pour élaborer des « musées de société » en phase avec la société contemporaine et satisfaire l'ambition de dépasser le cadre de la nation, le choix a donc été fait de « s'ouvrir à l'Europe ». Objectif inatteignable avec les paradigmes de la *Volkskunde* et du *folklore*, dénoncés comme passésistes et dangereux. Le souvenir de leur mobilisation à des fins idéologiques par les partis politiques de gauche comme de droite (Front populaire, national-socialisme, régime de Vichy)⁷³, suscitait la méfiance à leur égard. Folklore, *Volkskunde*⁷⁴ et partant, les musées d'arts et traditions populaires, devaient être repensés. C'est ainsi que face à la nécessaire évolution de leurs institutions, les gens de musées décident de construire des musées consacrés à la société ou civilisation européenne, et empruntent pour ce faire, le sillage de « l'ethnologie européenne »⁷⁵.

Le clivage Est / Ouest à l'épreuve du terrain

Pour l'heure, les grands musées d'ethnologie nationale d'Europe centrale et orientale ne font pas partie du RME. Soit qu'ils ne l'aient pas souhaité, soit qu'ils n'y aient pas été conviés. D'après plusieurs membres du « Réseau des

musées de l'Europe », les musées des « pays de l'Est » ne seraient pas encore assez mûrs pour intégrer le club, en raison de la résurgence des phénomènes d'exaltation national(iste) repérables dans les pays post-communistes et en raison de leur intégration plus tardive dans le processus de construction européenne. Déplorant l'étrécissement du cadre nationalo-centré de leurs propres musées et dénonçant les dangers du possible rôle « identitaire » des musées d'ethnologie et d'histoire nationaux, les entrepreneurs des « musées de l'Europe » sont réticents à inviter les musées de « l'Est », jugés trop folkloriques, trop « nationalistes » et trop peu « européens » pour être des leurs. Pour l'heure, on retrouve donc dans la composition du RME, la dichotomie solidement instituée entre les « deux Europe », avec d'un côté les « leaders » européens ou les pays fondateurs de « la vieille Europe », et de l'autre, les pays « suiveurs », nouveaux membres et futurs entrants. Appartenir à la partie occidentale ou orientale de l'Europe semble déterminant pour adhérer au mouvement de reconversion des musées d'ethnologie nationale et à la création des « musées de l'Europe » : de cette appartenance découlerait de façon systématique le positionnement vis-à-vis des idées de « nation » et d'« Europe », le rattachement à des orientations disciplinaires (folklore, *Volkskunde*, ethnologie européenne, anthropologie) et muséographiques (musée « identitaire », musée social, etc.). Cette vision évolutionniste attribue aux uns le privilège de la modernité et de « l'europanisme » quand elle réserve aux autres l'archaïsme et « le nationalisme »⁷⁶.

Pourtant, ce clivage semble résulter d'une méconnaissance réciproque plus que d'une réelle opposition ou incompatibilité. « Des deux côtés », les professionnels des musées et des sciences sociales réfléchissent au passé, au présent et à l'avenir de leurs institutions et de leurs disciplines en regard des changements sociaux et politiques contemporains⁷⁷. L'enjeu aujourd'hui, concernant les pays d'Europe centrale et

orientale est justement d'évaluer les effets de l'entrée dans l'Europe sur leurs institutions culturelles nationales et en particulier sur les musées d'ethnologie. Sont-ils amenés à changer ? Dans quel sens évoluent-ils ? Qu'advient-il des notions fondamentales de « nation », de « peuple » ou de « populaire » et que faire aujourd'hui de la figure « nationale » emblématique du paysan ? Autant de questions qui taraudent « l'Est » comme « l'Ouest » et qui montrent que le clivage schématique ne résiste pas à l'épreuve du terrain. L'enquête laisse apparaître des similitudes entre les « deux côtés » dans les façons de penser et dans les manières de faire, comme elle révèle des divergences de vue au sein même du groupe des musées de l'Ouest. Il ne suffit pas d'être de « l'Ouest » pour penser l'Europe de la même façon et pour concevoir le « musée de l'Europe » de façon unanime... Et vice-versa, vision de « l'Est » et vision de « l'Ouest » peuvent être plus proches qu'il n'y paraît.

L'Europe, objet de représentations multiples

L'Europe au prisme de la nation

Des divergences de vue quant au rôle social et politique du musée de société, les différences nationales de traditions disciplinaires et la multitude de représentations de l'Europe, « opposent » les membres du réseau. Par exemple, la mobilisation du « schisme » ne fait pas l'unanimité dans le groupe des promoteurs des « musées de l'Europe ». Certains, comme les historiens du Musée de l'Europe de Bruxelles, défendent (ou plutôt défendaient, car leur vision s'est transformée au fil des discussions au sein du RME) une vision duale de l'Europe. Ainsi, Krzysztof Pomian, directeur du comité scientifique du MEB, déclarait-il dans une interview⁷⁸:

« Aussi la religion chrétienne a-t-elle été le principal facteur d'une uniformisation très pro-

fonde de l'Europe. Uniformisation mais aussi division puisque rapidement un schisme est intervenu entre l'Est et l'Ouest, entre Rome et Constantinople. (...) C'est cette longue histoire de l'intégration européenne qu'il nous faut faire voir (...). »

D'autres s'opposent à cette vision qu'ils estiment « caricaturale, stéréotypée et dangereuse », parce qu'elle contribue à diviser l'Europe et à dresser des barrières entre « eux » et « nous », entre « ici » et « là-bas ». C'est le cas notamment des porteurs de projets allemands et français, qui militent pour une abolition des clivages entre « l'Est » et « l'Ouest », entre « l'Orient » et « l'Occident ». L'équipe du *Museum Europäischer Kulturen* se tourne essentiellement vers l'Europe centrale et orientale, en développant d'étroites relations avec la Pologne, la Croatie ou encore l'Union Soviétique. Ainsi le MEK est-il l'unique musée du « Réseau des musées de l'Europe » à avoir des liens avec des réseaux muséographiques non « occidentaux », comme l'*Ethnographic Museums in East and central Europe*. De même, le directeur du Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée prône à travers un discours anthropologique, une vision euro-méditerranéenne de l'Europe et milite pour le rapprochement entre l'« Occident » et l'« Orient », entre « nous » et les « autres ». Il espère ainsi lutter contre l'idée du « choc des civilisations » annoncé par Huntington :

« On essaie de transgresser un petit peu cette frontière idéologique, cette frontière intellectuelle, conceptuelle, ça nous permet d'aller vers le Proche-Orient, d'aller vers le Nord de l'Afrique... C'est un engagement. Notre rôle, le rôle du musée, c'est de fabriquer de la paix. Tout ce qui doit être fait pour aller dans le sens de cette survie pacifique, pour ne pas concrétiser la notion de choc des civilisations de Monsieur Huntington, doit être entrepris. » (Michel Colardelle, entretien, mai 2005)

Ces divergences semblent liées aux différences de contextes nationaux, qui survivent à l'entité « bloc de l'Ouest ». Les histoires nationales (colonisation dans le cas français, passé nazi pour l'Allemagne, etc.), les enjeux politiques (immigration, mise en question du modèle de l'Etat-nation, « intégration » européenne) et les préoccupations économiques contemporaines (tourisme, concurrence entre Etats, programmes de restructuration urbaine) orientent les représentations (images et discours) de l'Europe. Les visions européennes produites dans les différents pays de l'Ouest restent enclavées dans l'échelon national : c'est ainsi que le MuCEM couvre l'Ouest et le Sud, incluant dans sa vision de l'Europe les civilisations orthodoxes et musulmanes ; que le Musée des Cultures Européennes de Berlin est plutôt orienté vers l'Est et le Nord ; que le Musée de l'Europe de Bruxelles, centré sur l'histoire de l'intégration européenne, privilégie la définition de l'Europe par la chrétienté, les « droits de l'homme » et les Lumières, etc. L'implantation locale du musée joue elle aussi un rôle dans les façons de penser l'Europe : le musée de l'Europe français se serait-il tourné vers la Méditerranée s'il n'avait trouvé place à Marseille ? Le Musée des cultures européennes allemand se serait-il tant attaché à développer ses relations avec la Pologne s'il n'avait été à Berlin ? Face aux difficultés rencontrées par les entrepreneurs de la mutation pour définir collectivement ce qu'est l'Europe et pour s'entendre sur le sens et les modalités de son entrée au musée, le « Réseau des musées de l'Europe » apparaît comme un lieu ressource, garant d'une vision « européenne » et transnationale de l'Europe, capable de s'élever au dessus des points de vue nationaux.

Des divergences de vue divisent aussi les membres du « réseau » quant au rôle social et politique du musée de société. Certains assument sa responsabilité « identitaire » et revendiquent son rôle dans les processus de « création des identités nationales ». D'autres au contraire

refusent de se faire les chantres de « l'identité » européenne et militent, non sans utopie, pour un musée social, déconnecté du politique.

Des « musées de l'Europe » pour « l'identité européenne »...

En 2001, lors du colloque de Turin « *Europa e Musei* »⁷⁹, les promoteurs des « musées de l'Europe » annonçaient leur ambition « politique » sans ambiguïté :

« Pourquoi un musée de l'Europe à Bruxelles ? (...) Enfin et surtout, parce que pour les militants que nous sommes, il est grand temps que l'Europe se dote d'un outil culturel efficace. L'économie, c'est essentiel. Le marché unique, c'est parfait. La bureaucratie, c'est indispensable. Mais tout cela ne fabrique que des consommateurs et des administrés. Seules la culture et la conscience partagée d'une civilisation commune font des citoyens. (...) Mieux vaut afficher hardiment nos intentions : nous voulons faire un musée identitaire. Ce n'est pas la pure curiosité scientifique qui nous motive, mais le souhait de participer à l'émergence d'un esprit civique européen ». (Benoît Rémiche, secrétaire général du Musée de l'Europe de Bruxelles)

« Hier, le Musée National des Arts et Traditions Populaires, riche du patrimoine formé dans toutes les régions de France offrait déjà (...) un abrégé de la diversité culturelle du Continent. Demain, le Musée des Civilisations de l'Europe [le projet initial ignorait la Méditerranée] sera le supplément d'âme qui aidera l'ensemble des Européens à adhérer en toute conscience aux projets qui visent à les unir, loin du nationalisme exacerbé et des discriminations ethniques. Soutenir ce grand projet, c'est donc permettre qu'existe (...) un nouveau musée levain de l'unité culturelle de l'Europe. » (Michel Colardelle, directeur du Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée)⁸⁰

Certains responsables des musées d'ethnolo-

gie nationale relève donc le défi de créer des « musées de société » pour et sur l'Europe. Fidèles à la définition du type des « musées de société » auquel ils se rattachent, ils estiment que les institutions culturelles dont ils ont la charge doivent être en phase avec la société contemporaine, se faire « musée du peuple » (sur et pour le peuple), afin de l'éclairer sur le monde dans lequel il vit. La volonté de « faire entrer l'Europe au musée » alors que s'édifie une communauté européenne ne leur semble donc pas paradoxale. Ils espéraient au départ parvenir à parler dans leurs musées du « peuple européen » et à le doter d'une image, afin de diffuser l'idée d'une communauté européenne de culture et transmettre à ses concitoyens le sentiment d'appartenance à cette communauté élargie.

Des « musées de l'Europe » pour une « société européenne » mais contre « l'identité européenne »...

Le dépassement du cadre national lors des rencontres du « Réseau des musées de l'Europe », les confrontations amicales autour des définitions, les difficultés matérielles inhérentes au musée (collectes, faiblesse des financements, définition des thématiques, des objets et des perspectives européennes, gestion du patrimoine national, etc.), l'absence de soutiens fermes de la part des États et de l'Union européenne, conduisent les porteurs de projets des « musées de l'Europe » à s'interroger sur les effets sociaux et politiques de leurs institutions culturelles et sur les liens qu'ils peuvent et souhaitent entretenir avec le politique. L'analyse des projets scientifiques et des discours officiels dans le temps révèle ainsi un net revirement. En moins de cinq ans, les discours ont fortement changé. Sans doute victimes d'une forte désillusion face à la faiblesse des soutiens matériels et symboliques, les promoteurs des « musées de l'Europe » revendiquent depuis peu leur indépendance vis-à-vis du champ politique, national comme communautaire, en affirmant l'opposition radicale entre

savants, intellectuels et politiques. Pour justifier cette prise de distance, l'implication politique et le rôle « identitaire » du musée sont remis en question : les gens de musées manifestent la volonté de rompre avec le lourd passif « identitaire » de certains musées nationaux et le risque encouru de voir les « musées de l'Europe » instrumentalisés par l'Union européenne. Les concepteurs des projets de « musées de l'Europe » prennent ainsi leurs distances vis-à-vis de l'Union européenne, craignant de se faire les chantres de l'« identité européenne » comme ils ont pu le faire pour les Etats-nations.

« Le musée n'a rien à voir avec la politique. On ne tient pas de discours politique, on a un rôle à jouer pour la démocratie, pour la tolérance, le respect, l'ouverture aux autres, mais on ne fait pas de politique. On n'a rien à voir avec l'Europe politique... On ne doit pas faire la même chose aujourd'hui avec l'identité européenne dans les musées qu'avec les identités nationales. C'est très dangereux. » (Elisabeth Tietmeyer, MEK, entretien, février 2005)

« On essaie d'avoir un regard plus large, mais c'est un regard qui risque tout autant de revenir à un système fermé. C'est d'ailleurs pour ça que je n'ai pas voulu d'un musée de l'Europe, qui aurait probablement eu rapidement une tendance assez fâcheuse à se localiser dans l'Europe politique telle qu'elle se construit. Pourquoi je n'ai pas fait un musée de l'Europe ? Qui soit strictement européen ? (...) Je suis inquiet devant un musée de l'Europe, parce que le risque, c'est de faire un musée de l'Occident, et je crains que dans le processus d'unification européenne tel qu'il est à l'œuvre aujourd'hui, la constitution d'une unité européenne qui se doterait de façon fictive, par le truchement de musées, par le truchement d'institutions culturelles d'une identité culturelle particulière, conduise finalement à faire naître l'Europe par opposition aux autres. Il ne faut pas que l'on construise une identité européenne qui soit génératrice d'un nouveau

conflit avec l'autre. Je suis profondément européen, mais ma crainte de la constitution de l'Europe, c'est qu'elle soit une autre façon de repousser les pauvres, de repousser les autres. » (Michel Colardelle, entretien, avril 2006)

L'entreprise de création des « musées de société » européens résulte en fait plus de l'initiative personnelle de quelques entrepreneurs culturels en charge des institutions culturelles nationales et de stratégies locales que d'une impulsion communautaire. Si ces projets, qui vont dans le sens de la constitution d'une mémoire et d'un patrimoine collectifs européens, n'évoluent pas dans le giron de l'Union européenne, c'est d'une part, parce que l'Union européenne, dont ils pouvaient espérer à l'origine, un soutien – symbolique et financier – se désintéresse d'eux, et d'autre part parce que les entrepreneurs culturels concernés craignent de participer à la construction d'une « identité » exclusive, sur le modèle du processus de « création des identités nationales ». L'Union européenne ayant des compétences limitées en matière d'action culturelle et réservant son énergie à ses propres programmes culturels, on comprend que les projets de « musées de l'Europe » résultent d'initiatives privées plus que communautaires et que les instances de l'Union européenne ne s'y investissent pas. Véronique Charléty démontre ainsi que le Musée de l'Europe de Bruxelles⁸¹ émane plutôt de « *l'engagement militant de quelques entrepreneurs culturels* » que d'une décision volontariste des institutions européennes, et qu'il ne pourra être réalisé qu'à partir *des partenariats privés*. Si l'édification d'un « musée de l'Europe » n'est pas d'actualité dans les programmes communautaires, c'est sans doute que lancer de grands projets publics culturels européens est vain. Cela impliquerait que les députés (divisés par les intérêts nationaux et les appartenances politiques), les ministres des Etats-membres qui siègent au Conseil et les fonctionnaires de la Commission s'entendent sur une définition unifiée et élaborent ensemble un projet culturel

européen⁸². Mettre l'Europe au musée, comme ont pu l'être les États-nations, apparaît à tout le moins prématuré et se révèle être – non sans paradoxe dans le contexte de construction européenne – une entreprise délicate, non souhaitée, voire irréalisable.

Pour une Europe « populaire »

En se tenant à distance des actions culturelles de l'Union européenne et en préférant construire l'idée de l'Europe sur la base du « populaire », les porteurs de projets des « musées de l'Europe » s'opposent aux tendances actuelles de représentation de « la culture européenne », qui consistent à aller puiser son matériau de base dans les « grands événements » culturels et historiques élitistes et savants, présentés comme fondateurs de l'Europe. L'exemple le plus frappant est le recours aux Lumières, érigé en symbole des « grandes valeurs européennes » (humanisme, droits de l'homme, égalité des droits, justice, raison, critique et autocritique, etc.). Cette référence aux Lumières fonctionne comme recours à un mythe fondateur pacifiste, qui permettrait d'extraire des mémoires les divisions récentes de l'Europe et de réserver à une seule partie de l'Europe « le droit à l'Europe ». Ce souci de réconciliation entre les peuples européens sonne comme une ambitieuse opération de « rattrapage », sans doute nécessaire à l'édification efficace et durable de l'Europe. Mais de quelle Europe ? L'histoire et le patrimoine sont ici convoqués à des fins identitaires exclusives qui distinguent l'Europe des Lumières et « l'autre Europe ».

Selon mes interlocuteurs, cette vision aseptisée, idéalisée et exclusive de l'Europe fait courir le risque de clore l'Europe sur elle-même en l'érigant contre « les autres » et en niant une large partie de ses concitoyens : le « peuple ». Les histoires individuelles et la « culture populaire » mises à distance, sont rejetées loin derrière la « grande histoire » et la « culture savante ». L'ambition des membres du « Réseau des

musées de l'Europe » incarne au contraire la volonté de construire une mémoire européenne plurielle, respectueuse de la multiplicité des histoires et des mémoires, en mêlant « culture savante » et « culture populaire ». Ainsi, paradoxalement, occupés à créer du lien entre le « peuple » et l'« élite », les membres du club des « musées de l'Europe », reproduisent, dans la composition même du groupe, la dichotomie entre « Europe de l'Est » et « Europe de l'Ouest », le schisme entre « eux » et « nous », alors même qu'ils dénoncent les visions exclusives. Confrontés à leurs incohérences, auxquelles ils essaient de remédier, divisés par des divergences de vue, mais tenus par le choix stratégique qu'ils ont fait de se fédérer au sein d'un « réseau », qu'ils rêvent comme le musée de l'Europe idéal, les promoteurs des « musées de l'Europe » sont attachés pour l'heure à définir un terrain d'entente commun, qu'ils semblent bien en peine de limiter au territoire européen...

Le « réseau », musée idéal de l'Europe...

A force de se heurter à des difficultés persistantes lors des séances de réflexion autour d'une détermination commune de l'objet type européen, autour de l'écriture d'une histoire de l'Europe susceptible de générer une mémoire collective⁸³ européenne et autour de ses frontières temporelles et spatiales, les entrepreneurs de la reconversion des musées d'ethnologie nationale et de la création des « musées de l'Europe » ont abouti à l'acceptation de la nécessaire division du travail de représentation muséographique de l'Europe. Face à la multitude de déterminants influant sur les représentations de l'Europe, il a été établi au sein du RME que de multiples visions de l'Europe sont acceptables et qu'aucun musée n'est plus légitime qu'un autre pour se proclamer « Musée de l'Europe ». Celui-ci ne peut qu'être composé par une pluralité d'entités (musées nationaux d'histoire et d'ethnologie, écomusées régionaux et locaux, centres d'interprétation, etc.), seules susceptibles de per-

mettre aux diverses visions de l'Europe d'être représentées. La forme « réseau » est ainsi pensée comme celle qui incarne au mieux l'idée du « Musée de l'Europe », du fait de la diversité de ses membres et de son fonctionnement inter- et trans-national. C'est le « réseau » lui-même qui est censé incarner le « musée de l'Europe », à travers les visions allemande, belge, française, italienne, mais aussi berlinoise, marseillaise, bruxelloise, turinoise, etc. Cependant, cette idée ne suffit pas à répondre au besoin pressant de s'entendre sur un fondement stable et partagé, pour unifier le nouveau champ muséographique des « musées de l'Europe » en quête de légitimité. Point d'achoppement inattendu, la difficulté pour (se) représenter « l'Europe » détourne les entrepreneurs de leur objectif initial. Du moins, elle les pousse à réviser le sens premier qu'ils assignaient à ce concept qui devient, non sans paradoxe, le grand absent des « musées de l'Europe ». Au côté trop enclavé et surtout trop conflictuel de « l'europpéen », les porteurs de projets des « musées de l'Europe » en viennent à préférer l'ampleur et le caractère plus consensuel qu'ils attribuent à « l'international ». La tentation actuelle est de créer non plus des « musées de société » strictement « européens » mais « universaux ».

La tentation de l'Universel

De leur objectif initial qui était de créer des « musées de l'Europe », les directeurs de musées sont passés à l'idée de faire des « musées du 21^e siècle », des « musées de la mondialisation », des « musées de civilisation » au sens large. Pour ce faire, il fallait trouver des objets et des terrains d'enquête et de collecte pertinents, capables de prendre en compte les évolutions sociales et politiques globales : décolonisation, « reconnaissance » du rôle des immigrés dans les histoires nationales, chute des murs et ouverture des frontières, constructions transnationales et intensification des échanges planétaires, etc. Les paradigmes d'une ethnologie européenne en-

gluée dans les traditions nationales qui a du mal à se définir et à prendre son élan sont délaissés pour ceux de l'anthropologie, jugés plus efficaces et mieux adaptés à la période contemporaine. Les pratiques mises en place et les problématiques abordées n'ont en fait rien de strictement « européen ». L'eau, le genre, les croyances, la mort, les liens sociaux, les migrations, la ville, le hip hop, le sida, l'image, la diversité et les transferts culturels, sont autant de questionnements anthropologiques universels. La nouvelle figure muséale susceptible de remplacer le paysan et l'ouvrier devait cristalliser cette « *ouverture universelle* ». L'« immigré » est donc la nouvelle figure (et la nouvelle cible) des musées d'ethnologie – disons plutôt d'anthropologie – du 21^e siècle, érigé en icône du « populaire » et en emblème du citoyen type d'aujourd'hui, défini par une « identité » complexe et pluriel.

La constitution de ce nouveau champ muséographique ne se fait pas sans rebondissements et sans contradictions. Car cette révolution qui se produit, sans grand bruit, au cœur du champ muséal (pour le moment, occidental) a un caractère paradoxal. Alors qu'ils visent à dé(cons)truire les outils de représentation symbolique de la nation, les entrepreneurs de la mutation favorisent le sauvetage du patrimoine populaire et de l'ethnologie nationale, dont ils restent dépendants. Tout en voulant déconstruire le concept d'« identité nationale », ils le renforcent en accordant une très grande légitimité au concept de « création des identités ». Et tout en refusant d'assumer le rôle d'outil du discours « identitaire » européen, ils déclarent leurs institutions « musées de l'Europe ». Dans le même temps, l'Union européenne privilégiée « la diversité culturelle » infranationale (« l'Europe des régions ») et se désintéresse des entreprises individuelles et nationalement ancrées des projets de « musées de l'Europe ». Bref, la tentative d'édification des « musées de l'Europe », dont on a vu que le contenu et la vocation dépassent l'échelon « européen », rencontre de fortes résistances et peu de soutiens, tant sur le plan national, que sur le

plan communautaire, tant du point de vue intellectuel que du point de vue politique. Si le label européen a pu apparaître comme le garant de la sauvegarde des musées d'ethnologie nationale en perte (perspective de financements, reconquête d'une légitimité et d'un certain prestige) et comme une opportunité de carrière pour certains entrepreneurs culturels, la situation de crise actuelle des très jeunes « musées de l'Europe » est synonyme de désenchantement pour l'avant-garde muséographique de l'« ouverture à

l'Europe ». Le musée berlinois est peu visité, le Musée de l'Europe de Bruxelles est en péril, le projet de Musée pour l'Europe de Turin est suspendu et la date d'ouverture du MuCEM au public ne cesse d'être repoussée. Le « Réseau des musées de l'Europe » se présente donc pour le moment comme un club d'entrepreneurs culturels en difficulté qui tentent d'inventer une nouvelle formule muséographique, entre le local, le national, l'europpéen et l'universel.

Notes

⁵⁵ Voir le site Internet de la Fédération (française) des Ecomusées et des musées de société (<http://fems.asso.fr>).

⁵⁶ Nous parlons ici de responsabilité identitaire et de construction identitaire dans le sens où nous nous intéressons à la production par des entrepreneurs culturels, d'images et de discours, destinés à créer un sentiment « identitaire ». Mais il faudrait compléter cette approche constructiviste par une analyse de la réception de ces images et discours, avant tout normatifs et prescripteurs. S'il y a production d'images et de discours en aval, destinés à diffuser un sentiment identitaire, cela ne signifie pas que le public incorpore en amont ces images et ces discours tels quels, sans se les réapproprier. Il est donc nécessaire de travailler également sur le processus d'appropriation et sur les sentiments d'appartenances « réels » pour comprendre si la déconstruction des outils de représentation symbolique de la nation et la création de « Musée de l'Europe » vont saper le sentiment d'appartenance nationale et suffire à créer de « l'identité européenne ». Sur la question des liens entre « identité », « identification », « image » et « sentiment d'appartenance », voir notamment P. Bourdieu, 1980, pp. 63-72, et R. Brubaker, 2001, pp. 66-85. Pour une tentative de dépassement des théories constructivistes, voir G. Laferté et M. Avanza, 2005, pp. 154-167.

⁵⁷ Sur la création d'un « Louvre » sur et pour le peuple en France, voir M. Segalen, 2005.

⁵⁸ Voir à ce sujet B. Rogan, 2003, pp. 51-59. Voir également E. de Roux, 28 novembre 1999.

⁵⁹ Pour le projet culturel et scientifique, voir B. Rémiche, 2001. Voir aussi *Etudes européennes*, 20 octobre 2004.

⁶⁰ D'après le projet initial, validé par le Parlement européen en 2002, le musée aurait dû venir s'implanter dans ses locaux. Mais en juillet 2006 le Parlement modifie sa décision et envisage des sites alternatifs d'implantation (Parc du Cinquantenaire, etc.).

⁶¹ Pour le projet scientifique et culturel détaillé, voir le catalogue de l'exposition « *Faszination Bild. Kultur Kontakte in Europa* » et E. Tietmeyer, 1999.

⁶² Pour l'histoire détaillée de ce musée, voir le catalogue de l'exposition « *Kleidung zwischen Tracht - Mode. Aus der Geschichte des Museums. 1889-1989* », 1989.

⁶³ Pour le projet scientifique et culturel du Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée, voir M. Colardelle (dir.), 2002.

⁶⁴ Voir note 9. Sur l'histoire de ce musée, N. Gorgus, 1998 M. Segalen, *op.cit.*

⁶⁵ La création de la Mission du patrimoine ethnologique en 1980 et de sa revue *Terrain* en 1982, présidée par Isaac Chiva n'est pas sans lien avec cette histoire. Voir à ce propos H. Lebovics, 2005.

⁶⁶ Sur la crise du MNATP, voir J. Cuisenier, 1991 et J. Guibal, 1992.

⁶⁷ Sur le *Museion per l'Europa* de Turin : actes du colloque *Europa e Musei, Identità e rappresentazioni*, 2001.

⁶⁸ Pour avoir un bref aperçu de l'état du projet à cette date, voir M. Tropeano, 1998.

⁶⁹ Colloque *Europa e Musei, Identità e rappresentazioni*, *op. cit.*

⁷⁰ Historien, actuel directeur des bibliothèques et du patrimoine de l'Institut National Agronomique Paris-Grignon, Laurent Gervereau était alors directeur du Musée d'histoire contemporaine – BDIC de Paris.

⁷¹ *Euroclio*, coordonné par le Conseil européen des musées d'histoire, était un programme culturel destiné à écrire « une histoire européenne de l'Europe », basé sur un site Internet et la revue d'histoire *Comparare*. *Euroclio* a bénéficié d'un soutien triennal de la part de l'Union européenne dans le cadre du programme *Culture 2000*.

⁷² Voir le numéro d'*Ethnologie française* consacré à la Roumanie, 1995.

⁷³ Prenons ici en exemple le cas du MNATP. Une

controverse oppose les « détracteurs » du MNATP, censé avoir joué un rôle dans l'exaltation de l'« identité nationale » et ses « défenseurs », qui nient cette responsabilité. Voir le colloque « Du folklore à l'ethnographie. Institutions, musées, idées en France et en Europe de 1936 à 1945 », 2003.

⁷⁴ Pour une synthèse en français de l'histoire de la *Volkskunde* à l'*Ethnologie européenne*, voir J.-L., Georget et D. Lassaing, 2005.

⁷⁵ A propos de l'ethnologie européenne, voir I. Chiva et U. Jeggle (dir.), 1987, p. 4. Voir aussi les colloques « Ethnologie et patrimoine en Europe. Identités et appartenances, du local au supranational » (Tours, 1993) et « *Wege nach Europa* » (Berlin, 1994). Voir surtout W. Kaschuba, 1999.

⁷⁶ Voir *Ethnologie française*, 1995, *op.cit.*, V. Mihailescu, *op.cit.* et M. Mesnil, *op. cit.*

⁷⁷ Le colloque « Musées et sociétés » organisé par l'équipe du Musée du Paysan roumain de Bucarest en octobre 2006 en est un exemple.

⁷⁸ Voir *Etudes européennes*, 20 octobre 2004, *op.cit.*

⁷⁹ Colloque *Europa e Musei, Identità e rappresentazioni*, *op.cit.*

⁸⁰ Voir aussi M. Colardelle, 2002.

⁸¹ Pour une analyse de la genèse de ce projet, nous conseillons la lecture de l'article de V. Charléty, 2004.

⁸² L'Union européenne est à l'origine du « prix européen des musées » et inscrit au cœur de ses objectifs en matière culturelle la promotion du patrimoine européen. Mais il est frappant de constater qu'elle soutient des institutions nationales et qu'elle ne s'intéresse pas aux projets de dimension résolument « européenne ».

⁸³ La « mémoire collective » selon la définition de Maurice Halbwachs (Halbwachs, 1925, Halbwachs 1950) est la mémoire extérieure, sociale, historique (par opposition à la mémoire individuelle, intérieure, personnelle, autobiographique). Elle se base sur des événements auxquels l'individu n'a pas assisté, mais qu'il connaît et intègre à travers différents canaux (école, médias, etc.).

Références bibliographiques :

ANDERSON, Benedict : *Imagined Communities : Reflections on the Origins and Spread of Nationalism*, Londres, Verso, 1983, trad. fr. de Dauzat, E., *L'imaginaire national*, Paris, La découverte, 1996

MESNIL, Marianne : « Balkanique toi-même », *Martor*, n° 7, 2002

BOURDIEU, Pierre : « L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 35, 1980, pp. 63-72

BRUBAKER, Roger : « Au-delà de l'identité », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 139, 2001, pp. 66-85

Catalogue de l'exposition du Museum Europäischer Kulturen, *Kleidung zwischen Tracht - Mode. Aus der Geschichte des Museums. 1889-1989*, Staatliche Museen zu Berlin, 1989

Catalogue de l'exposition du Museum Europäischer Kulturen, « *Faszination Bild. Kultur Kontakte in Europa*, Ausstellungskatalog zum Pilotprojekt, Museum Europäischer Kulturen », Staatliche Museen zu Berlin, Preussischer Kulturbesitz, Berlin, 1999

CHARLÉTY, Véronique : « L'invention du musée

de l'Europe. Contribution à l'analyse des politiques symboliques européennes », *Regards sociologiques*, « Sur l'Europe », n°27-28, 2004

CHIVA, Isaac et JEGGLE, Utz (dir.) : *Ethnologies en miroir. La France et les pays de langue allemande*, Paris, Cahiers de la Mission du patrimoine ethnologique, 1987, p. 4.

COLARDELLE, Michel : « Des musées de l'Europe, pour une conscience européenne », *Comparare, Revue d'histoire comparée*, 2002

COLARDELLE, Michel (dir.) : *Réinventer un musée. Le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée à Marseille*, Paris, Réunion des musées nationaux, 2002

CUISENIER, Jean : « Que faire des arts et traditions populaires ? », *Le Débat*, n° 65, mai-août, 1991

DE ROUX, Emmanuel : « Berlin, Bruxelles et Paris ont des projets de musées pour l'Europe », journal *Le Monde*, 28 novembre 1999

« Du folklore à l'ethnographie. Institutions, musées, idées en France et en Europe de 1936 à 1945 », colloque organisé par le Musée national des Arts et Traditions Populaires, Paris, mars 2003. Actes à paraître

Ethnologie française, « România. Constructions d'une nation », n° 25, 1995/3

Europa e Musei, Identità e rappresentazioni, Turin, Celid, 2003, actes du colloque des 5-6 avril 2001

GELLNER, Ernest: *Nation et nationalisme*, Payot & Rivages, Paris, 1999 [1983, Oxford]

GEORGET, Jean-Louis et Lassaigne, Dominique : « Quel avenir pour la Volkskunde ? Entre nostalgie allemande et ouverture européenne », in *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 170, janvier 2005

GORGUS, Nina : *Der Zauberer der Vitrinen. Zur Museologie Georges Henri Rivières*, Münster u-a, Waxmann Verlag, 1998 [trad. fr. *Le magicien des vitrines, le muséologue George Henri Rivières*, Paris, MSH, 2003, 416 p.]

GUIBAL, Jean : « Quel avenir pour le musée des ATP ? », *Le Débat*, n° 70, mai-août 1992

HALBWACHS, Maurice: *Les cadres sociaux de la mémoire*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1925

HALBWACHS, Maurice: *La mémoire collective*, PUF, Paris, 1950

HOBBSAWM, Eric J. et Terence Ranger : *The Invention of Tradition*, Cambridge University Press, Cambridge, 1983

JAMIN, Jean : « Faut-il brûler les musées d'ethnologie ? », *Gradhiva*, n° 24, 1998, pp. 65-69

KASCHUBA, Wolfgang : *Einführung in die Europäische Ethnologie*, CH Beck, Munich, 1999

LAFERTÉ, Gilles et Avanza, Martina : « Dépasser la 'construction des identités'? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, n° 61, 2005, p. 154-167

LEBOVICS, Hermann : « On the Origins of the Mission du Patrimoine Ethnologique », in *Ethnologues comparées*, N° 8, Printemps 2005, « Pays, terroir, territoires »)

MAURE, Marc : « Nation, paysan, musée. La naissance des musées d'ethnographie dans les pays scandinaves (1870-1904) », *Terrain*, n° 20, mars 1993

MIHĂILESCU, Vintilă : « Nationalité et nationalisme en Roumanie », *Terrain*, « En Europe, les nations », n°17, oct. 1991

NICOLAU, Irina : « Le musée du paysan roumain. Histoire et histoires », *Ethnologie française*, « România. Constructions d'une nation », n° 25, 1995/3

PRADO, Patrick : « L'ethnologie française au musée. Ou un nouveau musée d'ethnologie de la France ? », *Terrain*, Des « Sports », n° 25, sept. 1995

POPESCU, Ioana : « L' 'art national' chez les roumains », *Ethnologie française*, « România. Constructions d'une nation », n°25, 1995/3

RÉMICHE, Benoît : « Un musée d'histoire européenne à Bruxelles », in *Europa e Musei, Identità e rappresentazioni*, Turin, Celid, 2001

ROGAN, Bjarne : « The Emerging Museums of Europe », in *Ethnologica Europaea, Journal of European Ethnology*, « Emerging Museums », n° 33 (1), Museum Tusculanum Press, University of Copenhagen, 2003, pp. 51-59

SEGALEN, Martine : *Vie d'un musée. 1937-2005*, Stock, Paris, 2005

Terrain, « En Europe, les nations », n° 17, oct. 1991.

TIETMEYER, Elisabeth : « Das Museum Europäischer Kulturen: Entstehung, Realität, Zukunft », in *Kulturkontakte in Europa, Faszination Bild, Museum Europäischer Kulturen (Hg.)*, Potsdam, 1999

THIESE, Anne-Marie : *La création des identités nationales, Europe XVIII^e -XX^e siècle*, Paris, Seuil, Points Histoire, 2001 (1999)

TROPEANO, Maurizio : « Venaria, Musée de l'Europe », *Culture Europe*, n° 24, sept.- oct., 1998.

VON PLESSEN, Marie-Louise et Pomian, Krzysztof : « Un musée pour l'Europe », interview accordé le 20 octobre 2004 à la revue en ligne *Etudes européennes*.

